

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/19767> holds various files of this Leiden University dissertation.

**Author:** Krijtenburg, Margriet

**Title:** Schuman's Europe : his frame of reference

**Issue Date:** 2012-09-11

## ***Résumé***

La thèse *L'Europe de Schuman ; son cadre de référence* par Margriet Krijtenburg, traite de Robert Schuman, le père fondateur de l'Union européenne, et de ses pensées sur l'unification européenne. Elle démontre que c'est Schuman et non pas Jean Monnet, comme on le prétend généralement, qui peut être considéré comme le principal architecte de la Déclaration Schuman. Pour bien comprendre l'unification européenne et sa raison d'être, il est nécessaire de se pencher auparavant sur la vie et les pensées de Schuman ainsi que sur son milieu socioculturel, sa personnalité, le climat intellectuel et politique de son époque qui constituent tous des éléments nécessaires pour cadrer la Déclaration Schuman, bien comprendre l'unification européenne en tant que telle et élucider le cadre de référence de l'unification européenne.

Bien que né au Luxembourg, Schuman hérite de son père son attachement et son sentiment d'appartenance à la Lorraine. Pour lui, ses racines se trouvent en Lorraine, la région conflictuelle frontalière franco-allemande, ardemment désirée par les deux ennemis par excellence, la France et l'Allemagne. Schuman s'est familiarisé à la dureté de la vie de cette région ainsi qu'au mélange des mentalités allemandes et françaises de ce territoire qui constitue un condensé important de l'histoire de l'Europe de l'Ouest.

Robert Schuman, lui-même élevé dans la religion catholique et ayant hérité de la foi profonde de sa mère, incarne la foi catholique et la loyauté à l'autorité papale de Rome qui caractérisent les Lorrains. Son adhésion à vie, au cours de ses études en Allemagne, à l'union des étudiants catholiques *Unitas* et à la *Görres-Gesellschaft*, qui œuvrent pour donner sa place au Catholicisme dans le monde

scientifique, ainsi qu'à des cercles intellectuels catholiques confirment qu'il reconnaît la compatibilité de la foi et de la raison.

La décision de Schuman de s'installer à Metz, en Lorraine, lorsqu'il a terminé ses études de droit civil allemand est une nouvelle confirmation de son attachement à la Lorraine. Il devient rapidement un avocat très estimé, qui assiste tous les jours à la messe, est loyal aux enseignements de l'Église et est devenu un spécialiste du thomisme. Il accepte sa nomination comme chef des organisations de la jeunesse catholique par l'évêque de Metz. Il restera également engagé dans d'autres organisations et rassemblements catholiques jusqu'à sa mort.

Pendant la Première Guerre mondiale, Schuman n'est pas appelé sous les drapeaux. Après la guerre, la Lorraine réintègre la nation française, une action qu'il applaudit, même si cela signifie qu'il doit se familiariser avec la législation française, puisqu'il possède un diplôme d'études supérieures de droit civil allemand.

Les Lorrains rééliront continuellement Schuman, dès 1919, en tant que député de la Moselle au Parlement français, à l'exception de la période pendant laquelle il occupe les fonctions de ministre ou Premier ministre. La 'Lex Schuman', une loi introduite par Schuman, qui aligne les intérêts de l'Administration centrale et de l'Alsace-Lorraine juste après la Première Guerre mondiale, reflète son attitude de réconciliateur et la manière unique qu'il a de résoudre des problèmes politiques sensibles. Il y exprime sa compétence et son désir de réconcilier les intérêts, les gens et même les nations à l'origine hostiles ou opposées à la réconciliation. Cette attitude, parfaitement en ligne avec la philosophie de synergie politique de saint Thomas d'Aquin, peut même être appelée l'expression de cette philosophie.

Le climat intellectuel dans lequel baigne Schuman et qui souligne, tout comme Schuman, le rôle crucial du christianisme dans la reconstruction de l'Europe, abonde de pensées de réconciliation et d'unification de l'Europe. Julien Benda, Christopher Dawson, Karl Jaspers, Romano Guardini, le pape Pie XII, T.S. Eliot et Jacques Maritain insistent explicitement sur le rôle du christianisme dans la reconstruction de l'Europe. Ils rejettent tous l'idéologie du Nazisme. Tous aussi, sauf Julien Benda, avec De Rougemont et Brugmans, soulignent le rôle de pivot joué par l'individu et sa transcendance dans les aspects économique, politique et social de la société de l'époque et future. De Rougemont et Brugmans défendent une approche fédéraliste dans tous les domaines, devant être mise en œuvre le plus rapidement possible. Brugmans parle aussi, tout comme Schuman, du besoin d'une unification entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est. Il mentionne également la nécessité d'obtenir une coopération entre la France et l'Allemagne dans le domaine de la production du charbon et de l'acier.

Tous ces penseurs parlent directement ou indirectement de la nécessité d'un ordre moral, basé sur le christianisme, devant imprégner l'ordre politique, économique et social. Dawson, Pie XII et le neo-thomiste Maritain déclarent explicitement que la foi éclaire la raison. Maritain exige l'intégrité et la nécessité pour l'homme de tenir compte de son appel à la sainteté au sein du monde. Il souligne la nécessité de la liberté religieuse et la supériorité de l'individu par rapport à la communauté politique. Maritain, tout comme Pie XII, souligne l'importance d'une loi naturelle commune pour tous les hommes qu'il considère comme la source des droits de l'homme. Il suggère une gouvernance démocratico-politique basée sur un fondement chrétien devant devenir ce qu'il appelle le neo-christianisme. Romano Guardini et Jacques Maritain sont des

connaissances de Schuman avec qui il a séjourné à Maria Laach pour des commémorations et autres rassemblements catholiques. Les fédéralistes De Rougemont et Brugmans, mais aussi Pie XII, parlent explicitement de la nécessité d'une supranationalité pour la reconstruction de l'Europe. Schuman médite les pensées du pape Pie XII sur l'Europe, même si le pape indique clairement que l'Église ne se mêle pas de problèmes temporels et que ses pensées ne doivent pas, de ce fait, être considérées comme des lignes directrices essentielles.

L'idée d'unification européenne de Schuman peut ne pas paraître vraiment originale, puisque nombreux sont les penseurs et politiciens qui ont développé des théories et suggéré des méthodes pratiques pour unifier le continent européen. Mais l'aspect supranational, la solidarité des faits, la méthode d'intégration progressive, l'accent placé sur la protection des identités nationales, tant qu'elles n'interfèrent pas avec les intérêts communs européens, et sur l'âme de l'Europe, son héritage culturel européen, font du Plan Schuman une initiative unique, fondamentalement différente des idées précédentes sur une Europe unie et d'autres formes de coopération.<sup>448</sup>

Si on considère la carrière politique de Schuman juste avant et après la Seconde Guerre mondiale, on obtient une compréhension plus profonde du dessein, du processus d'élaboration et de l'impact de la Déclaration Schuman. Ce dernier est d'abord nommé à un poste ministériel par Reynauld en mars 1940. Il devient sous-secrétaire d'État aux Réfugiés du gouvernement Reynaud qui chute après quelques mois et auquel succède rapidement celui du maréchal Pétain. Ce dernier transfère le gouvernement à Vichy car Paris est occupé par les Allemands. Le maréchal propose à Schuman le poste de Directeur du Secrétariat d'État aux Réfugiés que Schuman refuse et qui démissionne du gouvernement Pétain. Il est rappelé à Vichy en tant

---

448 Comme le Benelux, l'OECE et l'OTAN.

que membre du Parlement pour signer une proposition destinée à donner les pleins pouvoirs au gouvernement Pétain et à mettre un terme à l'idée des Allemands que l'Alsace-Lorraine veut retourner dans le giron allemand. Ce rappel s'avère être un piège. Quand Schuman retourne à Metz pour brûler des papiers qui ne doivent pas tomber aux mains des Allemands, il est le premier parlementaire à être arrêté par la Gestapo. Après plusieurs mois passés en prison et avoir à plusieurs reprises refusé de devenir *Gauleiter* et obtenir ainsi sa liberté, Schuman est envoyé en avril 1941 à Neustadt, dans l'actuelle Rhénanie-Palatinat, en maison d'arrêt. Il s'évade un an plus tard et se cache dans une douzaine d'endroits en France. Schuman prononce plusieurs discours dans lesquels il exprime sa certitude que les Allemands ne gagneront jamais la guerre. Il base cette opinion sur des informations secrètes obtenues à Neustadt. C'est également à cette période, en 1942, que Schuman commence à parler de la nécessité d'une réconciliation et d'une unification européenne par le biais d'une structure supranationale.

Lorsque la guerre est terminée, les Lorrains réélisent Schuman comme représentant au gouvernement français. Les autorités de la Lorraine demandent cependant d'abord au général De Gaulle de réfuter la supposée collaboration de Schuman avec les Allemands, Schuman ayant signé pour le gouvernement de Pétain, de façon à permettre à Schuman de réintégrer la scène politique. De Gaulle réfute l'accusation et Schuman reprend sa carrière politique. Les années qui succèdent sont agitées, on assiste à un va et vient incessant de gouvernements qui ne restent pas plus de huit mois en place.

Les gaullistes et les communistes sont fortement opposés à la politique de réconciliation de Schuman qui n'est pas uniquement confronté à leur continuelle opposition mais qui a aussi à faire face, en tant que ministre des Finances, à une crise économique sévère et une

grève massive des communistes. Il réussit à mener à bien la situation et à remettre la France sur pied. Ceci prouve ses compétences de ministre et nous aide à comprendre pourquoi il devient alors rapidement Premier ministre. Vu la difficulté de la tâche qui lui est confiée, Schuman demande la bénédiction du pape Pie XII. Malgré la réfutation officielle des accusations, les communistes et les gaullistes continuent d'accuser Schuman d'avoir collaborer avec les Allemands en tant qu'officier allemand pendant la Première Guerre mondiale, ce qu'il n'a jamais fait, et d'avoir donné les pleins pouvoirs au régime de Vichy de Pétain.

En tant que Premier ministre, Schuman accueille chaleureusement le Plan Marshall proposé par les États-Unis d'Amérique, annoncé en 1947 et entré en vigueur au mois d'avril 1948. L'objectif du plan est d'apporter un soutien économique et financier pour assurer une économie et un ordre politiques européens stables et d'éviter à l'Europe de tomber aux mains des communistes. Schuman regrette fortement le rejet de Molotov, donc soviétique, du Plan Marshall et le début consécutif de la Guerre froide.

Schuman encourage l'organisation du Congrès de La Haye en mai 1948 et envoie des représentants de son gouvernement pour contribuer à son but d'unification de l'Europe. Il applaudit les résultats obtenus les années suivantes, tels que le Conseil de l'Europe et le Collège de Bruges. Entre temps, le gouvernement Schuman est tombé du fait de la suppression de l'interdiction du financement des écoles religieuses, proposée par Schuman. Il est ensuite nommé ministre des Affaires étrangères, une fonction qu'il occupera pendant cinq ans dans sept gouvernements différents. C'est une époque pendant laquelle les effets de la Guerre froide se font ressentir et la 'question allemande' doit être résolue en urgence. Schuman signe pour la France l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en avril

1949, auquel sont fortement opposés les communistes qui ne veulent pas coopérer avec les États-Unis.

L'urgence de la 'question allemande' oblige Schuman à chercher des moyens de mettre en vigueur son projet de réconciliation. Il rencontre Adenauer, qui deviendra un mois plus tard le chancelier d'Allemagne de l'Ouest, et discute avec lui des possibilités de trouver un accord en ce qui concerne les régions conflictuelles de la Sarre et de la Ruhr, fortement convoitées, comme l'Alsace-Lorraine, pour leurs richesses en charbon et acier, des matières premières essentielles à l'industrie de l'armement. Ces régions, qui se trouvent économiquement et financièrement sous commandement français, sont cependant politiquement indépendantes et reconnues comme des régions allemandes. Schuman contacte aussi le Premier ministre italien, De Gasperi, afin d'essayer de résoudre le problème allemand au moyen d'une unification européenne élargie que la coopération de l'Italie dont les intérêts dans le charbon et l'acier sont significatifs rend possible. Le fait que Schuman, Adenauer et De Gasperi aient tous trois en commun leur appartenance à une région frontalière conflictuelle, une croyance profonde en la religion catholique et l'allemand comme langue maternelle et qu'ils soient tous les trois des protagonistes de partis démocratiques, facilite considérablement le processus d'unification.

Jean Monnet, le directeur de la commission française du Plan, qui lui aussi recherche ardemment une solution européenne du problème allemand, vient voir Schuman avec une proposition, non sans avoir auparavant écouté les associés de Schuman, Paul Reuter et Bernard Clappier, qui ont fourni les idées fondamentales de ce projet. Selon les informations retrouvées dans les archives de Schuman, ces idées s'avèrent plus de trente ans plus tard être celles de Schuman. C'est pour cette raison et pour les résultats obtenus lors de l'étude de

Schuman et de ses pensées sur l'unification européenne que le crédit souvent accordé à Monnet en tant que principal architecte de la Déclaration Schuman devrait être reporté sur Schuman.

La structure supranationale, à laquelle Schuman pensait déjà en 1942, est finalement mise en place. Après plusieurs jours de travail intensif, de diplomatie politique au sein du gouvernement et le consentement d'Adenauer, la Déclaration Schuman, à l'origine de ce qui deviendra plus tard l'Union européenne, entre en vigueur à Paris le 9 mai 1950. À la 'question allemande' est donc trouvée une solution européenne.

Le Plan Schuman est un 'saut dans l'inconnu', une action révolutionnaire dans l'histoire de l'Europe. Appelée aussi la 'bombe Schuman', du fait de l'impact considérable qu'il a dans le monde entier, son adage est la solidarité effective obtenue au moyen d'actions spécifiques. Son âme ou sa raison d'être est l'héritage culturel européen. Sa méthode est l'intégration fonctionnelle progressive dans le respect des identités et des intérêts nationaux tant qu'ils ne portent pas atteinte aux intérêts communs européens. Son résultat est l'unité dans la diversité. Par le biais de la solidarité effective dans le domaine économique entre des pays démocratiques partageant un héritage européen commun, c'est-à-dire chrétien gréco-romain et juif, une union politique compatible avec la morale chrétienne est réalisable. La citoyenneté européenne et la citoyenneté nationale se mêleront comme une région se mêle et s'adapte quand c'est nécessaire dans le pays auquel elle appartient. Six pays, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, s'engagent à suivre le Plan, entraînant ainsi l'établissement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le 18 avril 1951. L'Europe ne sera donc plus un rassemblement d'États indépendants mais deviendra une entité plus intégrée caractérisée par l'unité dans la diversité. Le projet

révolutionnaire qu'est le Plan Schuman est devenu la pierre d'angle de la future Europe.

La biographie de Schuman, avec le contexte géographique, culturel, spirituel, intellectuel et politique, montre son travail de préparation de l'unification européenne et sa contribution cruciale à la Déclaration qui porte son nom. Schuman s'avère donc être le prééminent prétendant de l'œuvre vers l'unification européenne et le principal architecte de la Déclaration. Son cadre de référence pour l'unification, consistant en la supranationalité (dans le respect des identités et intérêts nationaux tant qu'ils ne portent pas atteinte aux intérêts européens communs), la solidarité effective et une méthode d'intégration progressive - devant toutes trois répondre, selon Schuman, à un ordre moral basé sur le christianisme -, montre que l'unification européenne est basée sur une philosophie de la vie. Ce cadre de référence fournit des lignes directrices durables pour une unification européenne au service du citoyen et devrait être pris à cœur par tous ceux qui sont concernés par les questions d'unification européenne.

